

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
12
- Pouvoirs :
4
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL – BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2022

Le 02 juin 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 mai 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 12 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Virginie LUCOT-AVRIL, Dominique TESSIER.

MM. Nicolas BERTRAND, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléant

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, Patrick D'ANGELO, Payeur départemental et Mme Gladys TEINTURIER.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoirs :

Mme Marie-Agnès POUSSIER WINSBACK à Monsieur Nicolas BERTRAND.

M. Didier TERRIER à Monsieur Julien DEMAZURE.

M. Olivier BUREAUX à Madame Virginie LUCOT-AVRIL

Mme Claire GUEROULT à Madame Dominique TESSIER.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Claire GUEROULT, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.

MM. Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment l'article, L2313-1,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n° DCA-2022-011 portant approbation du budget primitif principal pour l'exercice 2022,*
- *la délibération n° DCA-2022-030 portant approbation du compte administratif du budget principal pour l'exercice 2021 (votée à cette même séance),*
- *la délibération n° DCA-2022-031 portant affectation des résultats 2021 du budget principal (votée à cette même séance).*

*

* *

Le budget supplémentaire au titre de 2022 qui est proposé vise à intégrer :

- les résultats et les restes à réaliser de l'exercice 2021,
- des ajustements de crédits à hauteur des réalisations prévisionnelles, tant en section de fonctionnement qu'en section investissement.

Au regard de l'inflation constatée sur nombre de matières premières, l'Etablissement est contraint d'ajuster les crédits ouverts.

Il s'équilibre donc en recettes et en dépenses comme suit :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	5 865 449,40 €	6 000 000,00 €	11 865 449,40 €
011 "Charges à caractère général"	837 814,00 €		837 814,00 €
65 "Autres charges de gestion courante"	155 488,00 €		155 488,00 €
67 "Charges exceptionnelles"	17 000,00 €		17 000,00 €
022 "Dépenses imprévues"	4 855 147,40 €		4 855 147,40 €
023 "Virement à la section d'investissement"		6 000 000,00 €	6 000 000,00 €
Recettes	11 855 449,40 €	10 000,00 €	11 865 449,40 €
78 "Reprises sur amortissements et provisions"		10 000,00 €	10 000,00 €
002 "Résultat de fonctionnement reporté"	11 855 449,40 €		11 855 449,40 €
Investissement			
Dépenses	16 532 141,55 €	- €	16 532 141,55 €
20 "Immobilisations incorporelles"	69 628,70 €		69 628,70 €
21 "Immobilisations corporelles"	6 550 074,09 €		6 550 074,09 €
23 "Immobilisations en cours"	6 436 550,21 €		6 436 550,21 €
Dépenses d'équipements et de travaux	1 561 624,19 €		1 561 624,19 €
020 "dépenses imprévues"	1 914 264,36 €		1 914 264,36 €
Recettes	10 532 141,55 €	6 000 000,00 €	16 532 141,55 €
10 "Dotations, fonds divers et réserves"	1 400 000,00 €		1 400 000,00 €
13 "Subvention d'équipement"	1 464 800,00 €		1 464 800,00 €
16 "Emprunt et dettes assimilées"	- 4 188 476,50 €	-	4 188 476,50 €
Subventions en AP	249 000,00 €		249 000,00 €
001 "Solde d'exécution de la section d'investissement reporté"	11 606 818,05 €		11 606 818,05 €
021 " Virement de la section de fonctionnement"		6 000 000,00 €	6 000 000,00 €

I) Section de fonctionnement

A) Recettes

A la lecture du compte administratif 2021, il a été constaté un excédent de fonctionnement de 13 255 449,70€. Conformément à la délibération DCA-2020-033, l'affectation complémentaire de 1 400 000, 00 € a été opérée et porte ainsi le résultat de fonctionnement reporté à 11 855 449,70 €.

Outre la reprise de ce résultat, l'ajustement proposé vise à opérer la reprise de provision constituée dans le cadre d'un protocole transactionnel établi avec l'ancien titulaire de notre système de gestion opérationnelle en 2011 et pour laquelle le risque est éteint (10 K €).

B) Dépenses

Au regard de l'évolution des prix des matières premières tant du fait des effets de la crise sanitaire que des événements internationaux, le Service doit d'ores et déjà ajuster ses prévisions budgétaires au titre de l'exercice.

Les charges à caractère général

Le carburant est le poste le plus impacté. En effet, les prix constatés sur les mois de février et mars portent le prix du litre à 1,92 € en moyenne. De plus, au regard de la trajectoire de consommation associée aux mesures de précaution liées aux événements internationaux, le nombre de litres consommés devrait évoluer de près de 4.5%.

Ainsi, un complément de crédits de l'ordre de 400 K€ est proposé.

De plus, l'actualisation à venir de nombre de devis conduit le Service à prévoir des crédits supplémentaires pour assurer l'ensemble des objectifs poursuivis par l'établissement notamment sur l'entretien du patrimoine immobilier.

Parallèlement, le Service poursuit les recrutements de personnels nécessitant un approvisionnement complémentaire en petit habillement (+36K€).

Par ailleurs, le retard de programmation des formations organisées au sein de l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers (ENSOSP) suite à la crise sanitaire se résorbe. Des places de Formation d'Intégration de Lieutenant ont pu être libérées et permet d'envisager des décaissements d'ici la fin de l'exercice.

Les effets de l'inflation pèsent également lourdement sur les entreprises et notamment les restaurateurs. Aussi, le Service qui s'était contraint à fixer un plafond à 13 € par repas extérieurs pris dans le cadre de formation propose de relever ce dernier à 15 €.

Les autres charges de gestion courante

Le Service poursuit la démarche de déploiement du télétravail et s'emploie à développer la généralisation des adresses mails à destination de l'ensemble du personnel nécessitant l'accès à un logiciel de management des comptes (80 K€).

Le budget supplémentaire relatif au budget annexe restauration, objet d'un rapport dédié, nécessite d'ajuster la subvention d'équilibre portée par le budget principal (+55 K€).

Les charges exceptionnelles

Dans le cadre d'un marché mutualisé avec le Sdis du Nord portant sur l'acquisition de véhicules de secours et d'assistance aux victimes (VSAV), une médiation a été entreprise par ce dernier avec un candidat contestant le résultat des offres. Suite à la sollicitation du Sdis du Nord, coordonnateur du groupement de commande, le Service s'est engagé à verser une indemnité compensatrice à l'entreprise non retenue (17 K€), le cas échéant.

Le virement à la section d'investissement

Enfin, au regard du volume de dépenses à autofinancer dans le cadre de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) et du partenariat entrepris avec la Métropole Rouen Normandie, le Service souhaite affecter, en section d'investissement, une partie de son excédent de fonctionnement, à hauteur de 6 M €.

L'équilibre de la section est assuré par l'inscription de crédits en dépenses imprévues.

II) Section d'investissement

A) Recettes

L'excédent d'investissement cumulé est repris pour un montant de 11 606 818,05 €.

Les ajustements proposés permettent d'intégrer l'affectation complémentaire au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » pour 1 400 000,00 €.

Par ailleurs, l'avancée de certaines opérations amène le Service à ajuster les prévisions d'encaissements. En effet, la signature de la convention de financement du Centre d'incendie et de secours (Cis) Le Havre Sud avec la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et le Conseil départemental permet de programmer le phasage des recettes associées au rythme de décaissement des travaux.

Enfin, le Service poursuit son partenariat avec le Conseil départemental. Les actions conjointes ont permis de matérialiser une nouvelle convention de financement visant à financer à 80% un programme d'investissement exceptionnel, soit une subvention de 1 464 800 €.

Enfin, au regard de l'excédent d'investissement et des pistes de travail, notamment sur la programmation immobilières, il apparaît opportun, à ce stade de réduire l'emprunt sur cet exercice. Le Service va solliciter les établissements bancaires d'ici la fin du premier semestre en vue de connaître les orientations les plus favorables en matière de taux pratiqués et montages financiers possibles.

Les recettes d'investissement sont augmentées par le virement en provenance de la section de fonctionnement pour 6 M €.

B) Dépenses

Les ajustements proposés en dépenses d'investissement correspondent à l'ajustement des crédits de paiement en lien avec des autorisations de programme votées, objet d'un rapport dédié.

Les crédits inscrits en dépenses d'équipement hors autorisations de programme intègrent, d'une part, les restes à réaliser (à hauteur de 1 M €) et, d'autre part, les dépenses relatives au programme d'investissement exceptionnel dont le financement est assuré à 80% par le Conseil départemental de la Seine-Maritime.

Par ailleurs, le Service entreprend de moderniser sa salle de Conseil d'administration permettant d'adapter cette dernière aux accès numériques et faciliter les projections et la visioconférence.

Enfin, les crédits restants constituent une réserve que l'Etablissement préserve pour financer les investissements futurs tant pour l'acquisition d'équipements qu'en matière immobilière.

L'équilibre de la section est assuré par l'inscription de crédits en dépenses imprévues.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220607-DCA-2022-038-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/06/2022

Affichage : 08/06/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/06/2022
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER